



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 6 février 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARGUILLE (EARL)

Les Marguilles
MARIGNÉ
49330 LES HAUTS-D'ANJOU

Références : 2026_02_04 Rapport-complet EARL MARGUILLE

Code AIOT : 0006311700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement MARGUILLE (EARL) implanté Les Marguilles - MARIGNÉ - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation pour la création d'un second poulailler.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARGUILLE (EARL)
- Les Marguilles - MARIGNÉ - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU
- Code AIOT : 0006311700
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Élevage de vaches laitières sur aire paillée et production de poules pondeuses en volières avec accès au plein air.

Les effluents d'élevage sont valorisés sur le parcellaire de l'EARL.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.6	Demande d'action corrective	4 mois
7	Applicabilité des programmes d'actions nitrates	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
11	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.2	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.2	Sans objet
2	Aménagement des locaux et des aires de stockage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Parcours extérieurs des volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.4.2	Sans objet
4	Propreté de l'installation et accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.5	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.7	Sans objet
8	Collecte et stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3	Sans objet
9	Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I	Sans objet
12	Stockage des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le brûlage des matières autres que bois doit être stoppé **sans délai** et les autres non-conformités seront à traiter.

Élevage bien tenu et mesures sanitaires correctement assurées.

Après réalisation du second poulailler, il est prévu l'arrêt de la production laitière. Une déclaration de cessation sera à produire sur le téléservice à l'adresse suivante :

https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche

Le formulaire devant être utilisé est : une déclaration de cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.2
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : La périphérie des parcelles adjacentes au site d'élevage est parsemée de haies bocagères et il existe des arbres adultes de manière discontinue. Au niveau de la fosse géomembrane, les arbres présents ont souffert du passage des lignes électriques enterrées et il a été procédé à l'ébranchage et à la taille courte de certains sujets. Selon vos propos, il est probable que des arbres dépérissent définitivement. Le parcours existant des poudeuses est désormais planté d'arbres (sujets de 50 cm) de type noisetier, frêne, fruitier, châtaigniers etc, et ils sont mis en ligne au niveau de chaque séparation. Ainsi, au niveau des trappes, les poules pourront être guidées dans un corridor assez restreint puis avoir accès à la totalité du parcours. Les plantations sont protégées de manchons et il faudra apporter une attention particulière aux plants situés à proximité du bâtiment. En effet, les volailles ont tendance à créer des zones de poussières au pied des végétaux et à gratter au niveau des jeunes racines. À ce jour, les parcours non pas été utilisés, car les animaux étaient uniquement dans les jardins d'hiver. L'entretien général des abords est satisfaisant et aucun désordre n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement des locaux et des aires de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.3
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, des salles de traite, des laiteries et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, tous les équipements d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur

<p>litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>À l'intérieur des bâtiments d'élevage, des salles de traite, des laiteries, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition ne s'applique pas aux sols des enclos, des volières, « des vérandas » et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p> <p>Les dispositions du 2.3 ne s'appliquent pas aux installations existantes déclarées avant le 1^{er} octobre 2005.</p> <p>Constats : Le sol du poulailler et de la fumière couverte sont en béton. L'ouvrage dispose de deux bondes de collecte des eaux de lavage qui sont dirigées vers la poche des effluents liquides. Le convoyeur latéral est positionné sur une fosse et il existe un second ouvrage sous le tapis de reprise ; il y a une pompe de vidange permettant l'évacuation des jus et des eaux de lavage vers la poche. La poche est positionnée à l'entrée du site (à gauche du parking) dans un trou en terre et le point de pompage est situé sous la poche. La stabulation des vaches est en aire paillée et la zone de raclage permet d'évacuer le fumier mou sous la fumière. La salle de traite est reliée à la géomembrane existante et aucun désordre n'a été constaté. Les ensilages sont protégés des intempéries. La fumière couverte ne présente pas de désordre et le point bas est positionné à gauche en entrant. La géomembrane présente des rustines de réparation et l'angle nord-ouest montre des orifices qui seront à réparer (les trous sont en tête d'ouvrage et ils ne remettent pas en question le stockage des lisiers de bovins).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Parcours extérieurs des volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 %, un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.</p> <p>Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.</p> <p>Les parcours des volailles sont herbeux, arborés ou cultivés et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.</p> <p>La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupée plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.</p> <p>Constats : Les trottoirs en sortie de trappes sont présents et le parcours est enherbé. La situation actuelle est très favorable dans la mesure où les poules n'ont pas eu accès à ceux-ci. Les plantations effectuées permettent une répartition des animaux et elles devront être protégées au niveau des sorties de volailles (densité et fréquence importantes). L'entretien des trottoirs est prévu de manière manuelle et les fientes seront disposées dans le jardin d'hiver. Actuellement, les jardins sont entretenus par un enlèvement partiel des fientes de façon à maintenir une couverture fine de fientes (réduction des fientes sur le trottoir). La dégradation des parcours en sortie des trappes sera à surveiller et un entretien sera à prévoir le cas échéant (re semis de l'herbe si nécessaire). Le parcours dispose d'une surface plane et les risques d'écoulement sont quasiment inexistants.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Propreté de l'installation et accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.5
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les locaux et leurs abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Constats : Les bâtiments d'élevage sont propres et aucune accumulation de poussières n'a été constatée. La fumière des poules pondeuses est vidée, lavée et désinfectée entre chaque lot. La lutte contre les rongeurs est effectuée et les boîtes à appâts sont disposées dans les bâtiments et au niveau des abords. Aucune infestation d'insectes constatée sur le site d'élevage. Les différents blocs de bâtiments sont accessibles aux services d'incendie et de secours par des chemins empierrés et carrossables en tout temps.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.6
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Les produits de matières dangereuses en bidons sont disposés sur palettes et dans un bac de rétention (entrée du sas). Les deux bidons de traitement en cours d'utilisation dans la salle à œufs et dans la salle de traite, seront également à mettre en rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.7
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après accord écrit des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être décrits dans le dossier de déclaration de l'installation.</p> <p>Constats : Le poulailler dispose d'une réserve à incendie (mare en droite en entrant sur le site) qui est directement accessible et le volume présent semble satisfaisant. Le projet du nouveau poulailler intégrera la transformation de la fosse géomembrane en seconde réserve à incendie. La production bovine dispose d'une petite mare au sud du chemin d'accès et cette activité sera stoppée après la réalisation du nouveau projet. Le poulailler dispose de 4 extincteurs dont l'entretien est assuré régulièrement et le nouveau projet sera équipé de manière dentique. Le plan des zones à risques est présent. Les numéros d'appel n'ont pas été contrôlés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Applicabilité des programmes d'actions nitrates

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.1.2
--

Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R.211-75 et R.211-77 du Code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du Code de l'environnement sont applicables.
Constats : Les fientes sont entreposées dans la fumière couverte et lors du vide sanitaire il est procédé à la vidange complète de l'ouvrage. Ainsi l'effluent est entreposé sur la future parcelle d'épandage avant un épandage ultérieur. Cette pratique est possible sous certaines conditions (cf. programme national nitrate) et la pratique actuelle n'est pas autorisée. Il faut que le produit dispose d'un taux de matière sèche supérieur à 65 % et pour cela il faut procéder à une analyse du produit avant son transfert à l'extérieur. De plus, il faut une couverture des tas à l'aide d'une bâche perméable aux gaz mais imperméable à l'eau (de type top tex). Comme précisé lors de notre rencontre, le projet prévoit une exportation d'une partie des fientes vers un composteur après la mise en service du second poulailler. Il semble judicieux d'anticiper cette exportation dès à présent pour permettre un vide sanitaire complet de votre ouvrage, sans avoir les contraintes liées à l'entreposage au champ. Ainsi, les fientes pourraient être directement épandues aux moments opportuns et le solde exporté, au lieu d'être analysé et couvert. Votre fumière bovine pouvant être utilisée pour le reliquat final en fin de lot. Les fientes sont classées en type II et le mélange avec un fumier de bovin est possible, toutefois il prend le statut du produit le plus restrictif, à savoir type II.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Collecte et stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents même après épuration vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage pour les fumiers, permet de stocker la totalité des effluents d'élevage produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique. Lorsque les effluents d'élevage sont rejetés dans le milieu naturel après traitement ou lorsque, pour les élevages bovins, la présence des animaux dans les bâtiments est inférieure à quatre mois, il en est tenu compte dans le calcul de la capacité de stockage des effluents d'élevage. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents liquides construits après le 7 février 2005 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002

susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'« article 2.1 » et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.

Lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage.

Constats :

Les fientes sont produites sur les tapis et au sol dans le poulailler dans le jardin d'hiver et sur le parcours.

La soufflerie sur tapis est mise en service de 11h à 15h et la vidange des tapis est journalière.

Les fientes déposées dans le poulailler sont rassemblées partiellement au niveau des couloirs et un matériel de type bobcat est utilisé pour évacuer les fientes. Cette pratique est régulière (1 /mois) et elle nécessite environ 4 jours de travail.

Les fientes du jardin d'hiver sont rabotées partiellement puis évacuées dans la fumière au godet, de manière à ne pas avoir un volume trop conséquent.

L'entreposage des fientes s'effectue sous la fumière couverte de 300 m² avant un épandage ou un stockage secondaire (cf remarque au point 3.1.2).

Le contrôle a été réalisé lors du vide sanitaire et la fumière est totalement vide et nettoyée-désinfectée. Il existe un problème récurrent concernant la présence de pigeons en nombre assez important.

Les eaux de lavage du poulailler sont dirigées vers la poche de 120 m³, dont les événements ont été bouchés ; des travaux sont prévus avec l'entreprise pour "débloquer" un des trois événements. L'ouvrage est positionné dans une cuvette en terre et le pompage s'effectue sous la poche. Il est à noter qu'il n'existe aucun dispositif de contrôle de la poche et que le tuyau de sortie des eaux de pluie est positionné à l'horizontal et sans guillotine. Ainsi en cas de fuite, l'effluent rejoint le milieu naturel de manière gravitaire via le réseau d'eau propre. La surveillance doit être accrue et il faudra prévoir la pose d'une guillotine à actionner pour évacuer l'eau stagnante puis la refermer pour éviter toute pollution.

Les eaux grises (sas, toilette et wc) ainsi que les eaux de lavage de la salle à œufs sont dirigées vers la micro-station qui fait l'objet d'un curage par un vidangeur une fois tous les deux ans.

Le fumier des laitières est entreposé sous la fumière couverte qui dispose d'un point bas d'égouttage.

Les purins et jus ainsi que les eaux du bloc de traite sont dirigées vers la géomembrane de 400 m³. La clôture périphérique est présente et le regard de contrôle est situé à l'est de la fosse. Le regard ne présente pas de signe de pollution et le drainage d'évacuation s'écoule en direction du fossé longeant les parcelles n° 85 et 86. Le point de sortie n'est pas déterminé avec précision et il devra être matérialisé (piquet, regard en béton, etc) pour faciliter la surveillance. L'évacuation de l'eau sous la fosse est importante, car elle réduit les risques de fermentation, qui entraînent les déformations de la membrane.

Les petits orifices en tête de fosse ne remettent pas en cause l'étanchéité de celle-ci, toutefois il faudra prévoir des travaux de réhabilitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.2

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :

Le réseau de gouttières de l'activité bovine dirige les eaux pluviales vers le fossé situé au sud des bâtiments. Il a été constaté au niveau de la buse béton de rejet un écoulement noirâtre qui démontre

un mélange entre l'eau et des effluents et/ou des souillures. Une attention particulière est à apporter à ce point pour s'assurer d'une séparation complète des dispositifs. Il semble judicieux d'ôter le reliquat du fossé (curage léger) pour contrôler la bonne maîtrise du circuit. Le poulailler est équipé de gouttières qui protègent les trottoirs et aucun désordre n'a été constaté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Site de traitement spécialisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.5
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre I ^{er} du livre II ou du titre I ^{er} du livre V du Code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
Constats : Lors de notre rencontre, vous nous avez informé de l'exportation d'une partie des eaux de lavage du poulailler vers une unité de méthanisation, via l'entreprise MANCEAU. Cette pratique est autorisée, mais vous devez obtenir un document de traçabilité (date, quantité, destination et signatures) pour justifier d'une réduction du volume épandu. Par ailleurs, il vous appartient de vous assurer que le destinataire est autorisé à réceptionner cette matière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Stockage des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les cadavres de volailles sont disposés dans un congélateur dédié avant le transfert de ceux-ci dans le bac d'équarrissage. Il existe une trappe qui permet de transférer les cadavres du bâtiment au bac d'équarrissage, sans avoir à sortir du poulailler. Aucun désordre constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.2
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1 ^{er} janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Les déchets vétérinaires sont disposés dans un conteneur jaune et les ficelles sont mises en sachets avant un enlèvement régulier. Les bidons vides de produit de désinfection et de nettoyage sont repris par le prestataire ; aucun désordre. Il a été constaté la présence d'une zone d'incinération, à l'extrémité du chemin nord allant dans la prairie, (parcelle n° 628), présentant du bois mais également un sac en plastique contenant des emballages de plastique ; cette matière est interdite au brûlage et les déchets doivent être évacués en totalité vers les filières adaptées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour